

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE



mensuel ouvrier révolutionnaire - I f -

N° 12

juillet - août 1977

GREVE GENERALE DES NETTOYEURS DU METRO

Ils sont un millier de travailleur immigrés à nettoyer le métro. Six entreprises - ONET, ferroviaire, Chancelin, Drouard, Audacieuse, et Novaservices -, les "louent" purement et simplement à la RATP.

Aujourd'hui, ils sont en grève et ont décidé de mettre fin à la scandaleuse situation où veulent les maintenir les patrons. Un travailleur nettoyeur nous explique ...

.../...

VOUS TROUVEZ
VRAIMENT QUE VOS
CONDITIONS DE
TRAVAIL SONT
SI MAUVAISES
QUE FA?...



Le cynisme des patrons ...

POINTS DE VENTE

Librairie du Cinéma 14 juillet : 4 Bd Beaumarchais. 11 ème.
 Librairie Arabe : 2 rue St Victor. 5 ème.
 Tiers Mythe : 21 rue Cujas. 5 ème.
 Librairie Rouge: 10 impasse Guéménée. 4 ème.
 etc ...

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

T.I.L.
 29 rue Descartes
 75005.PARIS.
 (Bien spécifier seulement T.I.L.)

SOMMAIRE

IMMIGRATION :

- p 1, 3, 4 : Grève générale des nettoyeurs du métro.
 p 4, 5 : Vers un comité de grève autonome ?
 p 6 : Des grévistes menacés de licenciement.
 p 7 : Sonacotra : C'est sur nos propres forces
 qu'il faut compter.
 p 8 : Arenc : Les limites d'une manifestation.
 p 9, 10, 11: Sécurité Sociale : sécurité... ou rentabilité
 sociale !

MAGHREB :

- p 12, 13 : Algérie : Les dockers sont en grève.
 p 14 : Algérie : Encore un coup bas de la bourgeoisie ?
 p 15, 16 : Algérie : Ces prétendus anti-impérialistes !
 p 16, 17 : Maroc : Elections dans un camp de concentra-
 tion.
 p 18, 19, 20: Face à une éventuelle guerre au Maghreb ?

INTERNATIONAL

- p 21, 22 : Israël : De Rabin à Begin, c'est toujours
 le sionisme !

Dernière page : QUI SOMMES-NOUS ?

Depuis quand êtes-vous en grève ?

Depuis le 31 mai. Mais le mouvement s'est déclenché avant cette date : on s'est mis en grève, à titre d'avertissement, le 23 mai. Cet avertissement n'ayant pas permis d'ouvrir les négociations avec les patrons des entreprises et la direction de la RATP, nous avons pris la décision de nous mettre en grève illimitée jusqu'à l'aboutissement de nos revendications.

Quelles sont ces revendications ?

Il y en a plusieurs. Il faut d'abord savoir que nous sommes sans doute la catégorie de travailleurs la plus mal payée. La plupart d'entre nous travaille sept jours, pour deux jours de repos. C'est-à-dire que contrairement aux autres entreprises, nous n'avons pas deux jours de repos par semaine, mais deux pour neuf jours de travail. Et cela pour des salaires qui n'excèdent pas les 1 800 francs. La grande majorité de ceux-ci se situe d'ailleurs aux environs de 1 650 francs. A cela, il faut ajouter que nous n'avons aucune espèce de prime. Nous ne touchons pas de treizième mois, les dimanches et les jours fériés ne sont pas payés à 100 %, pas de prime de salissure, ... enfin, rien ...

Nous revendiquons 2 300 francs minimum et le treizième mois payé intégralement ; nous voulons que les dimanches et les jours fériés travaillés soient majorés à 100 %, ainsi qu'une majoration de la prime de nuit, l'indemnisation complète des maladies, et le paiement des jours de grève... Nous luttons également pour l'amélioration de nos conditions de travail.

Est-ce que tu peux nous les décrire ?

Dans les différentes entreprises que j'avais faites avant (en dehors de celles du nettoyage), les conditions de travail étaient déjà mauvaises, mais là ! ... En dehors des choses qu'on voit partout, telles que l'insuffisance des effectifs (ce qui amène la majorité d'entre nous à travailler plus de quarante heures par semaine), les règles de sécurité et d'hygiène sont loin d'être respectées. Nous n'avons ni points d'eau ni locaux pour nous changer. C'est entre les poubelles et les balais que nous prenons nos repas ... Pendant que nous nettoyons les voies, un courant de 750 volts passe dans les rails... Nous manipulons la chaux à mains nues. Même chose quand on nettoie les rigoles : on ne nous fournit pas de gants. Ni de lunettes, bien que le nettoyage du carrelage des stations se fasse avec un produit qui contient de l'acide.

Les travailleurs du nettoyage semblent très combatifs, et décidés à aller jusqu'au bout de la lutte. Mais le conflit risque de devenir dur, entre autres à cause de l'attitude de la RATP, qui ne veut pas voir en vous des agents RATP, et compte tenu de l'embauche de briseurs de grève. Penses-tu que l'unité actuelle du mouvement sera maintenue ?

Cela, seul l'avenir nous le dira. La grève des éboueurs de Paris a bien abouti; et ils ont dû affronter les mêmes difficultés ... En dehors du fait que leur succès nous encourage à poursuivre notre lutte, je pense que, même si le conflit durait plus que nous le prévoyons, les patrons ne nous auront pas par l'usure.

D'ailleurs, il est tout à fait possible que d'autres secteurs, à la SNCF, se mettent bientôt en grève ...

Vers un comité de grève

autonome ?

L'attitude des syndicats dans cette lutte.

Les syndicats se sont, une fois de plus, illustrés par leurs efforts à diviser les travailleurs, et à briser leur lutte.

Lorsque le conflit a éclaté, - la CFDT était majoritaire dans cinq entreprises et la CGT dans la sixième -, les deux centrales syndicales, plutôt que de tout faire pour aider à l'unité des travailleurs et pour essayer d'étendre la grève (ne fut-ce qu'au niveau de la RATP), se sont mises bien au contraire à se livrer bataille. Ainsi la CGT a fait tout son possible pour isoler les travailleurs de l'entreprise où elle était influente, du reste de leurs camarades. Elle a même poussé la chose jusqu'à enfermer les travailleurs au cours d'une réunion, pour les empêcher de rejoindre les autres grévistes ... Ecoeurés par l'attitude de la CGT, ils ont adhéré à la CFDT. Cette dernière ayant pris la tête du mouvement, elle a essayé à la première occasion de mettre fin à cette grève.

... / ...

Ainsi, sous prétexte qu'il fallait songer à la sécurité des usagers du métro, proposa-t-elle aux grévistes le ramassage des papiers, (laissant seulement les tickets et les mégots, ...). Exactement comme si on avait demandé aux éboueurs de la Ville de Paris, de ramasser tout ce qui était hors des poubelles, parce que cela gênerait la circulation des piétons, ou je ne sais quoi encore.

C'est tout bonnement vouloir priver les nettoyeurs de leur plus gros moyen de pression sur la direction de la RATP et sur les patrons des entreprises de nettoyage.

Des travailleurs conscients des maquilles de la CFDT.

D'autres solutions tout aussi scandaleuses ont été proposées par la CFDT : par exemple, en échange du nettoyage d'un certain nombre de stations par nuit par les grévistes, la RATP s'engageait à ne pas faire appel à d'autres entreprises de nettoyage, et à retirer les forces de police.

Des manoeuvres, aussi. La centrale syndicale a essayé de détacher un au moins des travailleurs du comité de grève, en lui proposant un poste de permanent à la CFDT. Et, au fur et à mesure que les jours passent, la volonté de la CFDT d'arrêter le conflit devient plus claire. Ce n'est que sous la poussée des grévistes qu'elle continue. "Puisque vous voulez continuer, la CFDT se plie", dira un bureaucrate syndical.

Face à cela, un groupe de travailleurs a proposé très clairement de constituer un comité de grève entièrement indépendant des syndicats, si ceux-ci continuaient à avoir la même attitude capitularde.

La proposition a eu un tel écho, que les délégués de la CFDT ont dû faire machine arrière.

Si, en ce moment encore, la CFDT continue à diriger la grève, elle se rend compte de toute évidence qu'à la première tentative de trahison, elle se retrouvera sur la touche. Un groupe de travailleurs non seulement combatifs, mais surtout conscients, sont là pour lui prouver chaque jour qu'elle devra compter avec eux ; - des travailleurs conscients de la possibilité de mener leur lutte indépendamment des syndicats.

C'est là, infiniment plus que toutes les augmentations de salaires ou réductions des horaires de travail, l'essentiel et le plus important pour les travailleurs.

Des grévistes

menacés de licenciement -

Il fallait s'y attendre. La direction de l'une des entreprises de nettoyage, l'ONET, a usé de représailles. Deux délégués des plus combatifs du comité de grève ont reçu un avis de licenciement. Un autre, s'il n'a pas été licencié, a au moins reçu une lettre d'avertissement.

Pour protester et exiger leur réintégration, des rassemblements devant l'entreprise ont été organisés par le comité de grève. Cherchant visiblement à gagner du temps, la première réponse de la direction du personnel à la délégation, fut qu'il lui fallait 48 heures de réflexion avant de prendre une décision au sujet de la réintégration.

Lorsque la délégation rapporta cette réponse, c'est unanimement que les grévistes la refusèrent. Une réponse plus précise fut exigée.

Au bout d'une heure de pourparlers, la seule réponse obtenue fut d'attendre le lendemain, 9 heures, sous prétexte qu'il fallait téléphoner au siège, à Marseille....

Signalons que, si la CFDT dans ce rassemblement n'a rien fait qui aille à l'encontre des décisions des grévistes, c'est par crainte d'être débordée : "Surtout ne prends pas d'initiatives", glissera le secrétaire de l'UD CFDT à un des grévistes, quand celui-ci prendra la parole en arabe.

Aux dernières nouvelles, les deux travailleurs licenciés ont été réintégrés, et l'avertissement annulé. La lutte continue.

SONACOTRA

C'est sur nos propres forces
qu'il faut compter -

Depuis plus de deux ans que dure la grève des foyers, plusieurs délégués se sont vus bloquer leurs chambres et jeter dehors par les gérants. Pour ceux-ci, tous les moyens sont bons pour briser la combativité des travailleurs. Le 25 mai dernier ce fut le cas une fois de plus au Foyer de Saint-Ouen l'Aumône.

Le gérant avait commencé par écrire une lettre d'expulsion au délégué dans laquelle il l'accusait d'avoir provoqué un scandale et d'avoir dégradé du matériel (ce qui est évidemment faux).

Quelques jours plus tard, le gérant téléphone à la police, et s'arrange pour que le délégué soit enlevé avec ses bagages, à l'insu des résidents. Dans le car de police ce travailleur a eu droit aux insultes et aux coups habituels, puis a été déposé à des kilomètres du foyer dans une forêt. Le lendemain le délégué a averti le comité de coordination, puis a organisé une assemblée générale dans le foyer avec la présence de travailleurs d'autres foyers. Le comité de coordination a proposé et intenté une action en justice pour sa réintégration.

Mais celle-ci n'a pas encore été obtenue, et nous devons comprendre que ce n'est pas sur les avocats qu'il faut compter mais sur la mobilisation des travailleurs à l'intérieur des foyers.

On n'a rien à gagner à céder à la répression. Plus nous resterons passifs, plus on nous écrasera.

*****□*****

ARENCO

Les limites d'une manifestation

La manifestation du 4 juin, organisée par le "collectif contre la prison illégale d'Arenc", a été, comme prévu, interdite par les autorités de Marseille.

Pourtant, les dirigeants du collectif ont maintenu leur appel. La manifestation a donc défilé à travers Marseille, en s'efforçant d'éviter les flics amassés à certains carrefours. Il n'y a pas eu d'affrontements.

La mobilisation est un succès en elle-même, parce qu'elle a permis à un certain nombre de travailleurs de manifester leur désapprobation contre l'existence d'Arenc.

Nous devons néanmoins comprendre que, même si la mobilisation contre Arenc contraignait la bourgeoisie à fermer ce camp de concentration, cela ne résoudrait pas pour autant le problème de la répression particulière, dont sont victimes les travailleurs immigrés, ni celle en général qui est exercée contre l'ensemble de la classe ouvrière en France.

Ce n'est qu'en nous organisant pour la destruction de l'Etat bourgeois, que nous ferons disparaître définitivement ces geôles.

SECURITE SOCIALE :

Sécurité ... ou rentabilité sociale -

Pour la bourgeoisie, les travailleurs auraient abusivement recours aux soins médicaux. Ces mêmes bourgeois prétendent que les travailleurs immigrés remplissent les hôpitaux et sont une cause importante du soi-disant déficit de la sécurité sociale. Cette propagande, que la bourgeoisie mène afin de faire des économies sur les budgets de la sécurité sociale, s'intensifie avec la crise. Les récentes déclarations du gouvernement de Giscard ne font que le confirmer. Mais nos exploitateurs ne décrivent jamais la réalité qu'à leur manière.

-Les prestations familiales

Il faut d'abord savoir que, les travailleurs immigrés sont "assurés obligatoirement dans les mêmes conditions que les travailleurs français" (Code de la Sécurité Sociale). Autrement dit, à même salaire, un travailleur immigré cotise autant qu'un travailleur français. Encore faut-il préciser que dans les principaux domaines, tels que les assurances maladie, les prestations familiales, etc..., cette cotisation est, en définitive, proportionnellement plus élevée pour les travailleurs immigrés.

Ainsi, le prélèvement pour les allocations familiales est de 9% sur les salaires. Mais il y a un salaire plafond variable avec le temps, au-delà duquel les cotisations prélevées sont équivalentes à celle d'un travailleur touchant un salaire égal à ce plafond. Cela conduit à ce que les catégories de travailleurs les moins rémunérées, donc principalement les travailleurs immigrés, soient les plus défavorisées puisqu'elles cotiseront plus par rapport à leur salaire déjà faible!

D'autre part, le fait que l'Etat verse aux familles de travailleurs restées au pays, des allocations égales à celles qu'elles percevraient dans leur pays d'origine, se traduit par une gigantesque économie au profit des patrons et au détriment des salariés.

En moyenne, les familles d'immigrés restent au pays (plus de la moitié du nombre total des familles d'immigrés), ne perçoivent que 45 F au lieu des 140 F versés aux familles

d'immigrés résidant en France. Mais il faut préciser que le travailleur immigré doit régler d'énormes problèmes administratifs avant de toucher ces 45 F, et, pour lui, ceci est d'autant plus difficile qu'il est dans la plupart des cas analphabète.

A cette complication, s'ajoute le fait qu'il est obligé de refaire les démarches à chaque fois qu'il se déplace ; et la conjugaison de ces deux facteurs l'amène fréquemment à abandonner ses droits.

Evidemment, ce n'est pas par hasard, que la Sécurité Sociale multiplie les paperasseries et oblige les travailleurs à refaire leurs dossiers. Car il faut savoir que si les familles d'immigrés vivaient toutes en France, et si les démarches administratives étaient plus simples, les dépenses supplémentaires pour la Sécurité Sociale seraient de 2 milliards de francs, et le nombre d'allocations de 30 % supérieur au nombre actuel !

Les dépenses effectives en prestations familiales pour les travailleurs immigrés ne représentent que 11,68 % de ce qui devrait être perçu par ces familles !

Les prestations-maladie.

Contrairement à ce que prétendent les bourgeois, les travailleurs immigrés ne remplissent pas "leurs" hôpitaux, et ne reviennent pas plus cher que les travailleurs français en prestations-maladie. Et les raisons en sont simples.

Les travailleurs immigrés sont soumis, par l'office national de l'immigration (l'ONI), ou par d'autres établissements étrangers analogues, à un contrôle médical sévère avant leur introduction en France. De plus, la rotation (départs-entrées) touche près de 20 % du nombre total des travailleurs immigrés. Tout cela fait de l'immigration une main d'oeuvre jeune et saine, donc peu coûteuse en soins médicaux.

D'autre part, il est nécessaire, pour bénéficier des services des caisses d'assurance-maladie, d'avoir effectué plus de 120 heures de travail régulier au cours du mois précédant la demande, 400 heures au cours du trimestre, ou 1200 au cours de l'année.

Cela permet aux caisses en question de ne pas avoir à charge la majorité des intermédiaires, puisqu'ils n'ont pas de travail régulier, ni beaucoup de travailleurs immigrés qui, eux, se déplacent souvent de ville en ville et d'un emploi à un autre.

On devine facilement quelles doivent être les économies ...

Les accidents de travail

Ici encore, ce sont les catégories de travailleurs les moins rémunérées qui supportent le plus les prélèvements d'argent pour la Sécurité Sociale. En effet, les cotisations pour accident de travail sont calculées en fonction des risques. Plus il y aura de danger qu'un ouvrier subisse un accident, et plus il cotisera.

L'immigration représentant la couche des travailleurs à plus hauts risques et à plus bas revenus, il est évident qu'elle sera la première touchée ! De plus, en cas de perte de salaire (par exemple pendant un accident de travail), les indemnités journalières sont de 50 %, puis de 66,6 % à partir du 29^{ème} jour d'arrêt de travail. Autrement dit, les travailleurs subissent l'accident et supportent en plus la moitié de leurs frais médicaux !

Tout ceci sans compter les milliers de cas, plus fréquents dans l'immigration, où ils ne perçoivent rien, pour diverses raisons. Entre autres, si l'expert conteste la maladie, le travailleur ne reçoit pas d'indemnité, et n'a pas droit aux indemnités de chômage, puisqu'il est considéré alors comme apte à reprendre le travail, malgré une incapacité parfois évidente.

Il est donc clair que les travailleurs immigrés ne pèsent en rien sur le budget de la Sécurité Sociale (tout comme l'ensemble des travailleurs d'ailleurs), et que cette campagne ne vise qu'à diviser la classe ouvrière, en mettant sur le dos des travailleurs immigrés le prétendu déficit de la Sécurité Sociale, et, d'une façon générale, tout ce qui touche gravement l'ensemble des travailleurs en France, à savoir : le chômage, etc ...

Cette tactique qu'emploie la bourgeoisie française n'est pas nouvelle, et elle ne nous cachera pas que la Sécurité Sociale est rentable, même si la bourgeoisie trouve qu'elle ne l'est pas assez.

MAGHREB

ALGERIE :

Les dockers en grève

Les dockers du port d'Alger viennent de faire une grève d'une semaine, du 8 mai 1977 au 14 mai. Leur détermination est d'autant plus grande qu'on connaît quel déchainement répressif entraîne une grève en Algérie!

Pour les dockers, c'est la deuxième lutte qu'ils mènent ; déjà en mai 1975, leur combat pour améliorer leurs très mauvaises conditions de travail avait amené Boumédiène sur le terrain : il faut croire que les vagues promesses qu'ils avaient obtenues en 1975 n'avaient pas été suivies d'effet !

Salaires misérables qui ne dépassent pas dans le meilleur des cas 640 dinars, conditions de sécurité inexistantes, cadences infernales ...etc , si c'est déjà là une situation intolérable, il faut se dire que ceux qui l'ont sont relativement "privilegiés"-ce sont les "permanents". Car il existe bien une autre catégorie de dockers pour qui la situation est encore plus insupportable, les "occasionnels". Ceux-là, doivent se pointer tous les matins au port dans l'espoir qu'il y ait du travail pour eux. Quand il n'y en a pas, on se contente de les renvoyer sans autre forme de procès. Travailler un jour ne garantit en rien le lendemain.....

Pourtant ces "occasionnels" existent alors qu'il y a un manque d'effectifs évident. Ainsi les patrons des compagnies portuaires réalisent non seulement un maximum de profits, en réduisant le personnel et en faisant trimmer ceux qui ont été embauchés pour des salaires dérisoires, mais diviser les dockers en "permanents" et en "occasionnels" leur permet d'entretenir une concurrence entre les ouvriers.

et de casser plus facilement leurs grèves.

Cette grève s'était organisée indépendamment des syndicats. Cela a d'autant plus surpris les patrons que ces dockers combatifs sont particulièrement surveillés par les flics et les indicateurs.

Les revendications des dockers sont claires :

- un salaire de base décent pour les permanents
- des horaires de travail assimilant les dockers aux travailleurs des mines, -6 heures de bordée-
- des primes de risque pour les mauvaises conditions de travail.

Leur lutte contre les directions portuaires (la CNAN, l'ONP et la Sonama), même si elle a été finalement brisée, a été dure : ainsi, plus que jamais il est important pour nous et pour nos luttes à venir, de comprendre cet échec.

Après avoir résisté pendant deux jours aux pressions patronales et syndicales pour leur faire accepter des compromis et reprendre le travail, des policiers en civil et en tenue sont finalement intervenus devant la détermination des grévistes, et ont encerclé le port. La solidarité jusque-là effective entre les ouvriers permanents et les occasionnels, a mis en échec toutes les tentatives des exploitateurs :

- encerclement et contrôle rigoureux des entrées et sorties des travailleurs.
- emploi de "jaunes" pour briser la grève...etc

Les travailleurs ont riposté en manifestant dans les rues d'Alger et en jetant des pierres sur les flics...

Pourtant leur lutte a été finalement cassée. Sous la pression de la direction, les dockers "occasionnels" se sont laissés amener à reprendre le travail aux côtés des "jaunes". De ce moment, les dockers permanents encore en grève, isolés, ont subi plus facilement la répression du patronat et n'ont pu résister très longtemps.

Nous ne pouvons que déplorer le fait que les travailleurs du port n'aient pas su présenter des revendications leur permettant de cimenter l'unité entre dockers occasionnels et permanents (comme par exemple l'exigence d'embaucher tous les travailleurs comme permanents et de supprimer définitivement les emplois "occasionnels" qui entretiennent la concurrence entre les ouvriers).

En dernier lieu, nous constaterons que le régime a répondu par la matraque aux revendications des dockers, montrant ainsi encore une fois son vrai visage.

Encore un coup bas de la bourgeoisie ?

Le régime dictatorial de Boumediène a entonné une nouvelle chanson, mais dont le refrain est malheureusement trop connu des travailleurs algériens : il faut encore se serrer la ceinture.

C'est ainsi que, pour El Moudjahid, "Le gaspillage tend à devenir une habitude, .. notamment celui qui sévit dans le secteur de la consommation des denrées alimentaires de base, pain, café, sucre."

Ce qui signifie, à en croire la presse aux ordres, que les masses algériennes vivent dans l'opulence, ou en tout cas, disposent d'une alimentation suffisante. Parce qu'il est évident qu'on ne peut gaspiller de la nourriture que si l'on en a, et en trop.

Or, en Algérie, la situation des masses est dramatique ; la ration alimentaire moyenne par Algérien n'assure que 1 710 calories, ce qui couvre à peine les besoins minimum d'entretien de l'organisme. La ration moyenne par Algérien est une des plus faibles du monde, et cela sans compter que cette moyenne ne tient pas compte des différences entre la consommation des bourgeois et celle des travailleurs, qualitativement ni quantitativement.

En effet, la viande et les laitages, de par leur coût, restent réservés à une minorité de privilégiés, le reste de la population se contentant essentiellement de céréales.

Donc, prétendre, comme le font les bureaucrates bourgeois, qu'il y a gaspillage de denrées alimentaires, en parlant essentiellement du pain, tient du mensonge cynique. Parce que, si les travailleurs n'ont rien à gaspiller, survivant à peine, les bourgeois repus seraient mieux placés pour le faire ! Et ils ne s'en privent pas, important par bateaux les produits de luxe (caviar, champagne ..), alors qu'il y a des enfants de travailleurs qui meurent de faim.

En réalité, en prétextant le gaspillage, le régime prépare une augmentation du prix du pain (des céréales en général) ; et d'ailleurs, El Moudjahid le suggère insidieusement : "pour éviter le gaspillage, peut-être faudrait-il augmenter le prix du pain " ...

Ce n'est pas encore fait, mais c'est ce qui se prépare, et ce sera une nouvelle atteinte au niveau de vie des travailleurs.

ALGERIE

Ces prétendus anti-impérialistes !

Eh oui ! On s'en serait douté ! Pour la bourgeoisie internationale, "l'Algérie est un partenaire de choix". Ce n'est pas nous qui le disons, c'est là une déclaration du secrétaire d'Etat à l'économie de l'Allemagne de l'Ouest.

Déclaration reprise en première page par El Moudjahid, comme si c'était la chose la plus naturelle du monde.

Et comment pourrait-il en être autrement ? L'Etat algérien, prétendument socialiste, ne semble pas beaucoup effrayer la bourgeoisie. Et pour cause !

Dans ce paradis du socialisme version Boumediène (1), les fleurons de la bourgeoisie mondiale se sentent "en famille" avec leurs petits frères en Algérie. Ben voyons ! Comme le dit le secrétaire allemand, "les économies des deux pays" ne sont-elles pas "complémentaires" ? (Traduire, "les intérêts des deux bourgeoisies ne sont-ils pas complémentaires ?").

On voit à quoi se résume la soi-disant "lutte anti-impérialiste", dont la bourgeoisie algérienne nous rebat si souvent les oreilles. En vérité, le seul objectif poursuivi par cette bourgeoisie est de se voir accorder une part des énormes profits, que les différentes bourgeoisies mondiales réalisent sur le dos des travailleurs... En échange de quoi elle sert de relai à l'impérialisme. Pour le secrétaire en question, "l'Algérie est un partenaire important, compte tenu du rôle influent qu'elle assume en Afrique et en Méditerranée". Voilà qui en dit long sur le rôle de l'Algérie.

Peut-on imaginer seulement un instant la bourgeoisie s'adresser de cette façon à un Etat où le pouvoir serait véritablement aux mains des travailleurs ?

(1) : Curieusement, cette version ressemble à s'y méprendre à celle de Hassan II. Dans un discours du 8 juil. 73, le roi déclare : "(Le 4^{ème} plan de développement économique) vise

à créer un socialisme marocain, et non un socialisme importé dans les valises, ni un socialisme que nous apprenons dans les manuels et les facultés étrangères, mais un socialisme authentiquement marocain". Remplacez le mot marocain par algérien, et vous retrouverez le texte intégral de la charte... Décidément, ce prétendu socialisme ne semble pas gêner beaucoup de monde.... même pas un roi !

MAROC

Elections dans un camp de concentration -

Le 3 juin dernier, Hassan II a convié la population marocaine à participer à une grande comédie : le vote pour le Parlement.

Il y avait 176 sièges à pourvoir. Les "indépendants" et autres monarchistes ont obtenu 114 sièges ; ensuite suivent l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires) de Bouabib avec 16 sièges, l'Istiqual (vieux parti nationaliste) avec 45, et le Parti Communiste marocain, officiellement dénommé "Parti du progrès", 1 siège.

Ces élections n'étaient pas ouvertes à toutes les organisations, c'est-à-dire que les partis qui ont pu se présenter sont tous des partis bourgeois acceptant la monarchie, à quelques aménagements près. L'USFP et l'Istiqual participaient au gouvernement avant même les élections, parce qu'ils avaient soutenu à fond le régime dans son entreprise coloniale du Sahara. Ainsi le caractère démocratique de ces élections était déjà limité par le choix des participants.

.../...

Face à une guerre

A cela s'ajoute le truquage des élections, comme ce candidat gouvernemental qui avait obtenu 24 voix aux municipales (en novembre dernier) à Rabat, et qui a été élu cette fois-ci, ou comme tel caïd qui a voté pour toute la population de son village, et on en passe.

De toutes façons, il est de notoriété publique que le nombre de sièges que devait avoir chaque parti, a été négocié à l'avance entre le roi et les états majors politiques.

Comme le disait le ministre de l'information, pour expliquer le léger retard dans la parution des résultats : "Les magistrats sont en train de consulter les résultats."

Consulter, c'est bien le cas de le dire, parce qu'il fallait faire en sorte que "le périple démocratique révèle ce que Sa Majesté attendait". Et cela a été sans surprise, Hassan a eu son parlement, et les partis de l'opposition légale ont accepté de le cautionner pour peu qu'il leur fasse une petite place.... à ses pieds. Hassan pourra se donner ainsi une image moins repoussante, et apparaître comme un "libéral" aux yeux de l'opinion internationale. En attendant pour les masses laborieuses marocaines, la répression et la misère continuent. Ce ne sont pas ces élections qui y changeront quoi que ce soit.

Face à une guerre

éventuelle au Maghreb

On ne saurait écarter, devant la situation qui prévaut actuellement au Sahara Occidental, l'éventualité d'une guerre entre l'Algérie, le Maroc et la Maurétanie.

Ceci d'autant plus que les bourgeoisies marocaine et maurétanienne qui occupent militairement le Sahara occidental sont dans une impasse. Elles voient leurs armées perdre hommes et matériel tout en étant incapables de faire face aux raids des combattants sahraouis. Par ailleurs, Hassan tout comme Ould Daddah ne tirent aucun profit (pour le moment) de leur expédition. Bien au contraire, les budgets de guerre gigantesques dont ils ont besoin pèsent lourdement sur des populations surexploitées et suscitent un mécontentement croissant. De toute évidence, on a là les causes qui pourraient amener les bourgeoisies marocaine et maurétanienne à envisager une guerre avec l'Algérie pour sortir de l'impasse dans laquelle elles se sont engagées. Le tableau sera complet quand on saura qu'une guerre pourrait aussi faire l'affaire de Boumédienne en lui permettant de détourner l'attention des masses laborieuses qui contestent de plus en plus sa politique "d'édification nationale" se traduisant en clair par "il faut se serrer la ceinture et se taire".

Il est donc important que nous travailleurs (algériens marocains et maurétaniens) évitions de tomber dans le piège que veulent nous tendre nos bourgeoisies respectives, en comprenant quels sont leurs objectifs et en adoptant une attitude conforme à nos intérêts.

Si le Sahara Occidental excite tant de convoitises, c'est à cause des extraordinaires gisements de phosphate évalués à 11 milliards de tonnes et des autres richesses telles que le fer, le cuivre et l'uranium, sans compter une côte atlantique de 950 kilomètres très poissonneuse, avec de surcroît une nappe de pétrole sous marine. En voilà suffisamment

pour mobiliser les bourgeoisies de la région et leurs maîtres impérialistes.

Le jeu de Hassan

Pour annexer le Sahara Occidental, la bourgeoisie marocaine a utilisé et utilise des prétextes d'ordre historique. Elle prétend que le Sahara est partie intégrante du Maroc historiquement, et que seule la colonisation est la cause de sa séparation du reste de la "nation" et qu'il faut donc restaurer "l'unité nationale". Cette soi-disant justification (comme d'autres du même genre) pourrait servir aussi de prétexte à des projets annexionnistes concernant le sud algérien, la Maurétanie, c'est-à-dire la vieille idée du Grand Maroc qui irait de Ceuta au Grand Sénégal. On ne pourrait s'empêcher de faire la comparaison avec le Grand Israël de Begin. On voit que cela n'est pas sérieux et on ne peut se contenter de ces "explications". D'ailleurs le peuple Sahraoui non plus, puisqu'il a dû fuir devant les armées coloniales de Hassan et d'Ould Daddah.

En réalité, Hassan avait d'autres buts en tentant l'occupation du Sahara. Il avait besoin en premier lieu de détourner l'attention des masses laborieuses marocaines de leur misère. En second lieu, son initiative devait lui permettre (et lui a permis) de neutraliser son opposition.

Celle-ci a soutenu son expédition coloniale et a participé avec ferveur à sa campagne nationaliste hystérique. En récompense, elle a eu quelques strapontins au gouvernement, cautionnant ainsi la politique antipopulaire du monarque exploiteur. En troisième lieu, en engageant son armée dans une aventure où il espérait un succès facile, il voulait s'éviter d'autres coups d'Etat militaires, comme ceux de Skhirat et de Kénitra. Si on ajoute à toutes ces raisons le phosphate et autres richesses du Sahara, on verra qu'on est loin des prétextes que nous évoquions tout à l'heure.

Et c'est pour cela que les travailleurs marocains doivent dénoncer les menées coloniales de Hassan et ne s'y associer à aucun prix. Ils doivent comprendre que :

- l'oppression que fait subir l'armée royale au peuple sahraoui, ils la subissent sous une forme moins directe, mais ils la subissent.

- le peuple sahraoui est un allié et leur bourgeois l'ennemi

- l'annexion du Sahara ne leur profitera pas. Pire, elle les desservira en permettant à Hassan de réassoier son régime chancelant.

- au cas où la monarchie corrompue les amenait à la guerre avec leurs frères de classe algériens, il leur faudra s'y opposer, parce que dans ce cas les travailleurs (des deux côtés) se feraient tuer pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Celui d'Ould Daddah

La bourgeoisie mauritanienne, elle, se trouve aussi dans une position délicate, coincée qu'elle est entre une expédition coloniale qui engouffre toutes ses finances (60% de son budget est consacré à son armée), un allié marocain d'hier qui se fait de plus en plus envahissant, et une résistance à la guerre, et du même coup au régime d'Ould Daddah, des travailleurs mauritaniens. Loin d'avoir obtenu le consensus populaire qu'il espérait, le gouvernement mauritanien se rend maintenant compte que les accords avec la bourgeoisie marocaine, en matière d'exploitation des minerais seront loin d'être satisfaits : l'armée marocaine occupe déjà certaines villes de la Mauritanie "pour les protéger" et tout laisse à penser que sa main-mise va augmenter les difficultés d'Ould Daddah.

Celui de Boumedienne

Dans sa propagande contre le Maroc, la bourgeoisie algérienne utilise deux thèmes essentiellement, l'autodétermination du peuple sahraoui et la défense des "acquis de la révolution".

Dans le premier cas, le pouvoir tente de faire croire qu'il soutient l'autodétermination du peuple sahraoui par principe. Il n'en est rien. Citons pour mémoire le rôle qu'a joué Boumedienne pour la réconciliation des bourgeoisies iraniennes et irakiennes aux dépens du peuple kurde. Mais dans ce cas-là la clique de Boumedienne avait d'autres intérêts, entre autres : l'unité des bourgeoisies que regroupe l'OPEP. L'autodétermination du peuple sahraoui n'intéressait pas du tout le régime d'Alger tant qu'il espérait partager avec Hassan et Ould Daddah le Sahara. C'est seulement quand il s'est vu roulé qu'il a changé de fusil d'épaule; qu'il s'est brusquement des sympathies pour le peuple sahraoui. Mais ne nous faisons pas d'illusions, on peut parfaitement envisager, si un terrain d'entente est trouvé avec Hassan et Ould Daddah, que Boumedienne change à nouveau de camp.

Le deuxième axe de propagande du régime de Boumedienne, c'est la défense des "acquis de la révolution". Sur le thème : "l'impérialisme par l'entremise de Hassan" menacerait ces dits "acquis", la bourgeoisie algérienne vise à réaliser un consensus social en agitant le drapeau du nationalisme. Elle veut, d'autre part, réhausser son prestige et essaie d'apparaître comme le défenseur d'opprimés. Et en définitive ce qui l'intéresse ne diffère pas de ce qui intéresse ses rivaux, c'est le phosphate et autres richesses. C'est particulièrement pour les bourgeois algériens le débouché sur l'Atlantique.

Les travailleurs algériens ne doivent se faire aucune illusion sur l'attitude de leur bourgeoisie concernant le Sahara. Son soutien au peuple sahraoui est intéressé. Ils doivent le dénoncer comme tel. En cas de guerre, les travailleurs algériens doivent refuser de se battre, même si le prétexte de la défense du peuple sahraoui est brandi par la bourgeoisie pour justifier la guerre.

ISRAEL

En effet, une guerre entre une trentaine de millions de travailleurs ne peut se justifier par les intérêts d'une trentaine de milliers d'autres.

En conclusion, les travailleurs de la région doivent être conscients qu'ils n'ont rien à gagner à soutenir leur bourgeoisie respectives qui, par delà leur phraséologie, n'ont toutes qu'un but de rapine. Si la convoitise de ces bourgeoisies les amenait à déclencher une guerre, les révolutionnaires doivent prôner le défaitisme, seul moyen permettant aux travailleurs de réaliser l'unité face aux exploités.

Les élections du 17 mai en Israël ont été terminées par la victoire du parti travailliste (MAPAI) qui a obtenu 52 voix. C'est la coalition Likoud, avec 48 voix, qui a obtenu le plus grand nombre de sièges. L'organisation de Car Yessine en 1948, qui est le principal vainqueur des élections.

Le budget total de l'Etat pour 1953 est de 1,2 milliard de dollars. Le budget militaire représente près de la moitié du budget total de l'Etat. Les dépenses de la défense sont évidentes dans les conséquences de cet état de fait, sont évidentes pour les discussions sur les conditions de vie de la population : hausse de prix, chômage, etc.

U'autre part, le parti travailliste a soulé à un autre niveau les conséquences de la guerre d'octobre 1948. D'abord la responsabilité de l'émigration de 750,000 juifs, qui ont été généralement à la corruption, au clientélisme et aux scandales financiers qui se sont développés sous les 12 ans de règne de MAPAI.

Le sont là les principaux éléments qui ont déterminé la défaite du parti travailliste et qui ont permis la victoire du Likoud.

ISRAEL

De Rabin à Begin,

c'est toujours le sionisme !

Les élections du 17 mai en Israël se sont terminées par la défaite du parti travailliste MAPAI, au pouvoir depuis 29 ans. C'est la coalition Likoud, avec à sa tête le tristement célèbre Menahem Begin, (organisateur du massacre des habitants palestiniens de Dar Yassine en 1948), qui est le principal vainqueur des élections.

Les causes de la défaite du parti travailliste sont multiples. D'une part, il y a les difficultés économiques de l'Etat d'Israël, qui sont liées à la crise mondiale du capitalisme et qui se sont aggravées depuis la guerre de 1973. L'inflation fait des ravages, et a atteint ces derniers temps le chiffre record de 7 % ; le chômage touche 6 % de la population active.

A cela s'ajoutent les dépenses qu'a occasionné le remplacement des armes détruites en 73, et qui ont coûté 6 milliards de dollars ; sans compter que d'une façon générale, le budget militaire représente près de la moitié du budget total de l'Etat.

Les conséquences de cet état de fait, sont évidentes quant à leurs répercussions sur les conditions de vie de la population : hausses de prix, chômage ...

D'autre part, le parti travailliste a subi à un autre niveau les conséquences de la guerre d'octobre 73. Tout d'abord la responsabilité du demi-échec de 73, qu'on attribue généralement à la corruption, au clientélisme et aux scandales financiers qui se sont développés sous les 29 ans de règne du MAPAI.

Rappelons-nous que Rabin a démissionné parce qu'il était compromis dans une de ces "sales histoires" (corruption, trafics en tous genres) qui jalonnent la route du parti travailliste.

Ce sont là les principaux éléments qui ont déterminé la défaite du parti travailliste et qui ont permis la victoire du Likoud.

.../...

Parce qu'en réalité, il n'y a pas de différences fondamentales entre le programme du Likoud et celui du MAPAI.

Bien plus, comme le disait Pérès, actuel leader des travaillistes, dans un face à face qui l'opposait à Begin : "Il vaut mieux agir sans faire de déclarations". En d'autres termes, ce que dit le Likoud, le parti travailliste l'a fait. N'oublions pas que c'est le MAPAI qui était au pouvoir depuis la création d'Israël, et qu'il a fait en toutes occasions preuve de son attachement au sionisme.

On voit donc que malgré une image plus à droite du Likoud, ne serait-ce que par la personnalité de son chef de file, inconditionnel du sionisme le plus ultra, ces élections ne changeront pas fondamentalement la situation politique en Israël.

Et, si on peut craindre, avec l'arrivée du Likoud au pouvoir, une attitude plus dure de l'Etat sioniste à l'égard du peuple palestinien, on peut tout aussi bien penser que le Likoud, grâce à son image plus à droite, sera plus en mesure de gagner les sionistes durs (Faucons) à un règlement partiel du conflit du Moyen-Orient, sous les auspices de l'impérialisme russe et américain.

La rigidité apparente du Likoud servirait ainsi à acheter les plus intransigeants, pour faire passer les concessions nécessaires à la résolution du conflit : c'est-à-dire la création d'un mini-Etat palestinien en Cisjordanie, du type Bantoustan (Afrique du Sud), et avec peut-être à sa tête ... Yasser Arafat.

QUI SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication d'un groupe de militants révolutionnaires algériens, fraction du mouvement communiste international. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle du pays d'origine. Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec un capitalisme d'Etat, -solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle. Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe par delà les limites nationales. Il n'y a pas, actuellement, de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction consciente du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A Y PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

("Le Manifeste Communiste")